

américaine auquel d'autres pays n'ont pas accès? Non plus.

L'Accord nous donne la possibilité de réduire les droits de douane au cours des dix prochaines années afin qu'il soit plus facile pour les sociétés américaines et les multinationales de venir concurrencer les sociétés canadiennes. Oui, la concurrence sera bonne, et elle fera peut-être baisser les prix. Je dis «peut-être» parce que toutes les études concluent que les avantages pour les consommateurs ne seront que marginaux.

Alors où en serons-nous? Aurons-nous la possibilité de créer une plus grande classe patronale? Peut-être, si nous ne tenons pas compte du fait que 55 p. 100 des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis dans le secteur manufacturier se font entre une succursale et la société mère. S'il doit y avoir une rationalisation, ce seront évidemment les succursales qui en seront les premières victimes. Sera-t-il plus facile pour nous d'accroître notre capacité industrielle ici alors que les sociétés américaines accroîtront aussi leur capacité de production ici?

M. McDermid: Ici?

M. Volpe: Peut-être que non. La question que nous devons nous poser est la suivante: qu'arrivera-t-il? Nous comprenons ce que le gouvernement a dit ces derniers jours. Il y aura des gagnants et des perdants. Si un grand nombre de nos travailleurs sont parmi les perdants, qu'arrivera-t-il lorsque notre gouvernement devra répondre aux besoins soit des entreprises en difficulté, soit des travailleurs qui perdront leur emploi? Déciderons-nous d'appuyer l'industrie? Déciderons-nous d'appuyer nos travailleurs et nos familles? Nous nous trouvons à devenir partie à une entente qui n'est guère plus qu'un pacte énergétique continental qui pourrait être avantageux pour les producteurs.

Cette entente peut paraître logique au parti ministériel, mais pas aux industriels de ma circonscription. Ceux-ci se demandent pourquoi ils permettraient à leurs concurrents du sud de payer le même prix qu'eux pour l'énergie. Que font-ils quand leurs frais généraux s'élèvent à tant, comparativement à ceux de leurs concurrents du sud, qu'ils se retrouvent sur le même marché et qu'ils doivent établir le prix de leurs produits?

M. McDermid: Ils paient le double pour l'électricité, le double du prix.

M. Volpe: Les entrepreneurs de ma circonscription veulent s'assurer que, si les règles du jeu sont les mêmes

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

pour tous, les règles seront quand même équitables et justes, et que l'on tiendra compte des besoins spéciaux de tous les Canadiens. Je voudrais maintenant examiner certains éléments que les électeurs de ma circonscription veulent que nous étudions.

Certains de ces éléments ont été délaissés par un gouvernement trop empressé à mettre tous ses oeufs dans une même politique économique, une stratégie économique intransigeante pour notre pays. C'est bien là le drame de cet accord commercial.

M. McDermid: Que c'est bête.

M. Volpe: Le ministre est habitué à prononcer de telles paroles puisqu'il n'a jamais rien de positif à dire. On s'y fait. Les électeurs de ma circonscription ont demandé, et même insisté, que le gouvernement tienne compte dans sa stratégie économique du potentiel des petites entreprises et qu'il multiplie pour ces entreprises les occasions d'accroître leur souplesse, leur capacité d'adaptation et leur agressivité, puisqu'elles devront se spécialiser à l'aube du XXI^e siècle.

M. McDermid: C'est bien là l'objet de l'Accord.

M. Volpe: Le député ferait mieux de le relire. C'est tout le contraire.

Pourquoi ne pas s'occuper des industries clés en main et des entreprises en expansion, les encourager à se spécialiser, développer des industries secondaires et tertiaires et en promouvoir la création au moyen des ressources dont nous disposons, quelles soient naturelles ou humaines, mais aussi avec l'aide que peut accorder le gouvernement? Puisque nous nous dirigeons vers une économie plus globale, n'oublions pas que les quelque 250 millions personnes qui vivent au sud de notre frontière ne représentent pas le seul marché possible au monde. Pour devenir de véritables citoyens du monde, nous devons explorer tous les marchés potentiels autour de nous.

• (2210)

En terminant, permettez-moi d'ajouter que les principaux négociateurs du Mexique affirment que jamais ils ne consentiraient à un accord de ce genre. Le principal négociateur d'Israël dit que le Canada a cédé cent fois plus qu'il n'a reçu. Notre premier ministre a déclaré qu'il était contre le libre-échange mais qu'il y est maintenant favorable parce que seuls les ânes ne changent pas d'idée. J'espère qu'il veut dire qu'il pourrait changer d'idée à la vue de ceux qui anonnent derrière lui.